



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt trois juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 17 juin 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 28

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 23 juin 2025

M_DL250623_129

VOEU - RELATIF AU DISPOSITIF "MAPRIMERENOV"

Monsieur Aurélien LECACHEUR, Conseiller Municipal Délégué, Maprimerenov' : si le Gouvernement doit naturellement mieux contrôler les entreprises de rénovation énergétique, cela ne saurait se faire au prix du renoncement aux aides pour les plus modestes.

Depuis cinq ans, la Ville de Montivilliers est engagée dans une transition écologique concrète, mêlant les actes nécessaires en face d'une parole forte. Son Maire, Vice-Président de la Communauté urbaine Le Havre Seine-Métropole, les élus Montivillons au Conseil communautaire, et au-delà les élus du Conseil municipal ont ainsi fait le choix d'engager une vaste opération de rénovation urbaine (OPAH-RU, opération programmée d'amélioration de l'habitat, rénovation urbaine) dans un périmètre autour du Centre-ville de Montivilliers.

Cette opération de rénovation urbaine, une première dans notre commune, repose sur deux piliers :

- Un accompagnement opéré par les services de la Communauté urbaine que le Conseil municipal remercie pour leur engagement, notamment en direction des habitants les plus modestes
- La mobilisation de financements propres de la Communauté urbaine, croisée avec d'autres subventionnements dans le cadre de rénovations d'ampleur, dites « multigestes »

Le Gouvernement a annoncé qu'il allait suspendre les financements liés à « Ma prime rénov' », en particulier sur les rénovations d'ampleur qui sont les plus coûteuses, mais également les plus efficaces lorsqu'on veut lutter contre le gaspillage énergétique et garantir une meilleure isolation des logements.

Le motif avancé par le Gouvernement est que des entreprises peu scrupuleuses prennent des subventions pour réaliser des opérations de rénovation d'ampleur, dites « multigestes », sans qu'elles n'aient de garantie de sérieux tant dans l'accompagnement que dans la réalisation des travaux. Le Conseil municipal de Montivilliers partage ce souci d'un bon contrôle de l'argent public, mais cela ne peut passer par des coupes budgétaires nécessairement arbitraires, pénalisant toutes les entreprises, honnêtes et malhonnêtes sans distinction. Ce contrôle de l'argent public doit par ailleurs s'appliquer tant aux opérations « monogestes » que « multigestes ». D'une manière générale, est-il normal que des travaux soient payés par « Ma prime rénov' » sans vérifier qu'ils soient réalisés et conformes ?

Il existe par ailleurs des dispositifs publics, tels que « l'espace conseil rénovation » de la Communauté urbaine, labellisé « mon accompagnateur rénov' », qui permet d'accompagner gratuitement et avec sérieux les particuliers dans leurs travaux de rénovation et d'amélioration de leur logement.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le rapport de Monsieur **Aurélien LECACHEUR**, Conseiller délégué en charge de l'Urbanisme et de l'Habitat digne ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal souhaite que le Gouvernement maintienne le dispositif « Ma prime rénov' » pour les rénovations « mono » et « multigestes », tout en opérant un contrôle sérieux sur les entreprises bénéficiaires de subventions via ce dispositif, dans un souci de bonne gestion de l'argent public.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

